

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR

10 juin 2011

Index AI : EUR 70/008/2011

Belgrade doit mettre un terme aux expulsions forcées

Le gouvernement de Serbie doit intervenir de toute urgence pour faire cesser les expulsions forcées que mène actuellement la municipalité de Belgrade, a déclaré Amnesty International après que 12 familles ont été chassées de leurs habitations, situées sous le pont de Pančevo, le mardi 7 juin. L'opération a été menée sans aucun préavis et a pris la communauté rom totalement par surprise.

Cette expulsion est illégale au regard de la législation serbe. Elle bafoue de surcroît tous les principes du droit international. Douze familles ont en effet été chassées de chez elles et abandonnées au milieu de nulle part, dans un endroit dépourvu de tout équipement où on leur demande de s'installer dans des conteneurs.

Les familles n'ont pas été informées au préalable de l'opération d'expulsion, ont indiqué des militants roms et des organisations locales de défense des droits humains. Sans même parler de consultation, elles n'ont pas reçu d'avis d'expulsion officiel.

Des fonctionnaires municipaux, des policiers et des travailleurs sociaux se sont présentés à 10 heures du matin et ont donné moins de deux heures aux habitants pour faire leurs bagages. Les familles ont ensuite été embarquées sous escorte policière à bord d'un bus. On s'est contenté de leur dire qu'on les emmenait à Obrenovac, une commune située à la périphérie de Belgrade.

Elles ont alors été conduites dans un site du village de Dren. Là, on leur a dit de s'installer dans des conteneurs métalliques dépourvus de tout mobilier.

Les conditions sont encore pires que dans des sites similaires de l'agglomération car il n'y a pas d'électricité ni de système d'évacuation des eaux usées. Il n'y a que deux toilettes portables et une citerne d'eau.

Des militants des droits des roms de Serbie qui se sont entretenus avec les familles ont constaté que celles-ci étaient très choquées par ce qu'elles avaient vécu. Elles n'ont nulle part où aller et ne savent absolument pas ce qu'elles vont devenir. « Il n'y a pas de travail ici, ont-elles déclaré à un militant, pas de dispensaire, pas d'école – mais bien sûr, les Roms ne sont pas censés vouloir aller à l'école. »

En mars, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU a demandé au gouvernement serbe de mettre un terme aux expulsions forcées. Dans un rapport sur les expulsions forcées à Belgrade publié en avril 2011, Amnesty International a

appelé la municipalité à cesser ces opérations et à ne plus contraindre quiconque à vivre dans des conteneurs. L'organisation a également demandé au gouvernement de faire adopter une loi interdisant les expulsions forcées. Aucune initiative en ce sens n'a toutefois été prise jusqu'à présent.

Fin/